

CURRICULUM VITAE

Discipline : Droit Public



BLANCO Florent

Né le 11 avril 1975 à Aix en Provence
Nationalité française
Situation de famille : marié ; deux enfants

*Agrégé des Facultés de Droit – Professeur des Universités
Docteur en droit de l’Université Paul Cézanne Aix-Marseille III (Faculté de Droit et de Science politique)*

Lauréat de l’Université Paul Cézanne Aix-Marseille III et de l’Ordre des avocats au Conseil d’Etat et à la Cour de Cassation

Professeur de droit public à l’Université d’Orléans – Faculté de Droit, d’Economie et de Gestion d’Orléans

Directeur du Centre de recherche juridique Pothier (EA 1212)

⇒ Adresse et coordonnées professionnelles

Université d'Orléans, Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion, rue de Blois,
BP 6739, 45067, ORLEANS cedex ; Bureau A 127

Tél : 02 38 49 25 15

Courriel : florent.blanco@univ-orleans.fr

I. CURSUS ET CARRIERE UNIVERSITAIRES

- **Depuis septembre 2010** : Professeur à l'Université d'Orléans – Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion d'Orléans
- **2007-2010** : Maître de Conférences à l'Université Grenoble II – Pierre Mendès France, Faculté de Droit de Grenoble ; Membre du *Centre de Recherches Juridiques* (C.R.J.) ; Admis au Premier concours national d'agrégation pour le recrutement des Professeurs des Universités (juin 2010).
- **2006-2007** : Soutenance de thèse le samedi 18 novembre 2006 ; *Chargé d'Enseignement* (Faculté de Droit d'Aix-en-Provence et I.U.T. de Marseille) ; qualifié par le Conseil National des Universités (C.N.U., section droit public) en mars 2007 ; recruté comme Maître de Conférences à l'Université Grenoble 2 – Pierre Mendès France à l'issue de la campagne de recrutement en mai 2007 (prise de fonction en septembre 2007).
- **2004-2006** : *Chargé d'Enseignement* (Faculté de Droit d'Aix-en-Provence).
- **2002-2004** : *Attaché temporaire d'enseignement et de recherche* (Faculté de Droit d'Aix-en-Provence).
- **2001-2002** : *Allocataire de recherche, Moniteur de l'enseignement supérieur* (Faculté de Droit d'Aix-en-Provence).
- **2000-2001** : Service national militaire actif (Répétiteur du contingent au Lycée Militaire d'Aix-en-Provence).
- **1998-2000** : *Allocataire de recherche, Moniteur de l'enseignement supérieur* (Faculté de droit d'Aix-en-Provence).
- **1997-1998** : D.E.A. de Droit Public à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence.
- **1996-1997** : Maîtrise de Droit Public à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence
- **1995-1996** : Licence en Droit à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence
- **1992-1993** : Baccalauréat, série B

II. ACTIVITES PROFESSIONNELLES

A. ACTIVITE PEDAGOGIQUE

- Principales matières enseignées (depuis 2010) :

Droit public des biens (cours de 30 heures dispensé en Licence 3^e année) ; *Institutions administratives* (cours de 30 heures dispensé en Licence 1^{ère} année) ; *Droit public économique*

(cours de 30 heures dispensé en Master 1^{ère} année) ; *Systèmes juridiques et droit(s) européen(s) comparé(s) – Pays de l’Europe du Nord* (cours de 30h dispensé en Licence 2^e année) ; *Question prioritaire de constitutionnalité* (cours de 15 heures dispensé en Master 2^e année) ; *Contentieux administratif* (cours de 30h dispensé en Master 1^{ère} année) ; *Libertés publiques et droits fondamentaux* (cours de 30 heures dispensé en Licence 3^e année) ; *Droit administratif général* (cours de 72 heures dispensé en Licence 2^e année à la Faculté de droit, d’économie et de gestion d’Orléans (cours de 36 heures dispensé en Licence 2^e année) ; *Droit administratif semestre 1* (sources, service public, police administrative, puis service public, police administrative, actes administratifs – cours de 36 heures dispensé en Licence 2^e année) ; *Contentieux des contrats administratifs* (séminaire de 15h dispensé en Master 2^e année).

B. ACTIVITE SCIENTIFIQUE

- Responsabilités et engagements scientifiques :
 - ♦ Depuis 2013 : Responsable de la rubrique « *procédure contentieuse* », puis de la rubrique « *contentieux* » pour *l’Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*
 - ♦ 2015-2018 : Membre du bureau du Centre de Recherche Juridique Pothier
 - ♦ Depuis 2018 : Directeur du Centre de Recherche Juridique Pothier
 - ♦ Activités d’expertise : expert auprès du Hcéres (visite de l’Institut Léon Duguit de l’Université de Bordeaux le jeudi 1^{er} juillet 2021)
 - ♦ Membres d’associations dédiées à la recherche : membre de *l’Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (A.F.D.A.)* et de *l’Association Française de Droit de la Santé (A.F.D.S.)*.

- Travaux et publications :
 - *Publications dans les revues nationales à comité de lecture*
 - “Les référés au fond de la loi du 30 juin 2000”, in dossier « Vingt ans de référés », *Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 6 juillet 2020, n°24, pp. 1336-1341.
 - “La redécouverte du recours en interprétation des jugements sur renvoi de l’autorité judiciaire”, note sous C.E., 11 octobre 2017, *Me Raymond*,

agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la SARL Lezeau, Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.), 9 avril 2018, n°13, pp. 736-742.

- “L’action de groupe en reconnaissance de responsabilité devant le juge administratif”, in dossier « La justice administrative au XXI^e siècle », *Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 28 novembre 2016, n°40, pp. 2256-2263.
- “L’injonction avant l’injonction ? L’histoire des techniques juridictionnelles apparentées à l’injonction”, in *Le pouvoir d’injonction du juge administratif. La loi du 8 février 1995, vingt ans après*, actes du colloque organisé à l’Université d’Orléans le vendredi 6 février 2015 par le Centre de recherche juridique Pothier, *Revue Française de Droit Administratif (R.F.D.A.)*, mai-juin 2015, n°3, pp. 444-451.
- “Du juge censeur au juge correcteur. La réfection-interprétation dans le contentieux de l’excès de pouvoir”, note sous C.E., 4 décembre 2013, *Association France Nature Environnement et autres, Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 15 septembre 2014, n°30, pp. 1722-1725.
- “Compétence du Conseil d’Etat sur les litiges relatifs aux agents publics nommés par décret du Président de la République”, note sous C.E., Section, 21 juin 2013, *Madame Villaume et Madame Tamru (2 espèces)*, *Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 9 décembre 2013, n°42, pp. 2445-2451.
- “Le Conseil d’Etat et les éléphants”, note sous C.E., 27 février 2013, *Société Promogil, Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 30 septembre 2013, n°32, pp. 1870-1876.
- “Affaire des éléphants du parc zoologique de la Tête d’Or : épilogue”, note sous T.A. de Lyon, 21 mai 2013, *Société Promogil, Dalloz*, 5 septembre 2013, n°29, pp. 2020-2023.
- “Les suites de l’annulation d’un titre exécutoire et l’injonction à effet différé”, note sous C.E., 11 décembre 2006, *M^{me} Mas, Actualité Juridique Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 26 février 2007, n°8, pp. 433-435.
- “ Sur la recevabilité du recours pour excès de pouvoir contre les actes des commissions régionales de conciliation et d’indemnisation (CRCI)”, observations sous Tribunal administratif de Bastia, 12 septembre 2005, *M. Charles S., Revue de Droit Sanitaire et Social (R.D.S.S.)*, janvier-février 2006, n°1, pp. 68-79.
- “ Le Conseil d’Etat, juge pédagogue. A propos des arrêts *Société à objet sportif "Toulouse Football Club"* (C.E., Section, 25 juin 2001), *Vassilikiotis* (C.E., Assemblée, 29 juin 2001) et *Titran* (C.E., 27 juillet 2001) ”, *Revue de la Recherche Juridique (R.R.J.)*, 2003-2, pp. 1513-1562.

- *Ouvrages individuels et direction d'ouvrages*

- *Des racines du droit & des contentieux. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Louis Mestre*, éditions L'Épitoque, 2020, 2 tomes, tome 1, 440 pages, tome 2, 514 pages.
- *Contentieux administratif*, P.U.F., Thémis, 2019, 780 pages
- *Pouvoirs du juge et contentieux administratif de la légalité (contribution à l'étude de l'évolution et du renouveau des techniques juridictionnelles dans le contentieux de l'excès de pouvoir)*, ouvrage couronné par le *Prix de l'Ordre des avocats* au Conseil d'État et à la Cour de Cassation et par le *Prix Gabriel de Bonnacorse* décerné par l'Université Paul Cézanne–Aix-Marseille III, Presses Universitaires d'Aix-Marseille (P.U.A.M.), collection « Centre de Recherches Administratives » (C.R.A.), Avant-propos de Bernard Stirn, Préface de Jean-Marie Pontier, 2010, 693 pages (version publiée d'une thèse de doctorat soutenue à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence le samedi 18 novembre 2006, sous la direction du Professeur Jean-Marie PONTIER, dactyl., 2 volumes, volume 1, 901 pages ; volume 2 (documents annexes), 260 pages).
- *La loi du 4 mars 2002 et les Commissions Régionales de Conciliation et d'Indemnisation (C.R.C.I.)*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille (P.U.A.M.), 2005, collection « Centre de Recherches Administratives », Avant-propos de Dominique-Henri MATAGRIN, préface de Jean-Marie PONTIER, 384 pages.
- *La planification française dans le domaine hospitalier*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille (P.U.A.M.), 2000, collection « Collectivités locales », préface de Jean-Marie PONTIER, 198 pages.

- *Chapitres d'ouvrages*

- “Préface” (en collaboration avec Pierre Allorant), in M. Charité et N. Duclos (dir.), *À l'ombre de Macarel et Cormenin : le droit administratif général par Orléans*, éditions L'Épitoque, 2021, à paraître.
- “Juger de la légalité « pour elle-même » ?”, in B. Defoort, B. Lavergne (dir.), *Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, LexisNexis, 2021, pp. 213-226.
- “Préface”, in *Fragments d'Univers. Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Marie Pontier*, P.U.A.M., 2020, pp. 55-57.
- “La compétence du juge administratif”, in N. Albert-Moretti, F. Leduc, O. Sabard (dir.), *Droits privé et public de la responsabilité extracontractuelle. Etude comparée*, LexisNexis, Collection « Perspective(s) », 2017, pp. 203-227.
- “La distinction du dommage et du préjudice” (en collaboration avec Damien Chenu, Maître de conférences en droit privé à l'Université

- d'Orléans), in N. Albert-Moretti, F. Leduc, O. Sabard (dir.), *Droits privé et public de la responsabilité extracontractuelle. Etude comparée*, LexisNexis, Collection « Perspective(s) », 2017, pp. 81-100.
- “Les vicissitudes de la conciliation médicale”, *Mélanges en l’honneur de Jean-Marie Clément. Enseignement, hôpital, médecine*, Bordeaux, Les Etudes Hospitalières, 2014, pp. 27-49.
 - “Le schéma régional d’organisation sanitaire, instrument de restructuration du tissu hospitalier”, in *Cartes, schémas et décentralisation* (sous la direction de J.-M. PONTIER), Presses Universitaires d’Aix- Marseille (P.U.A.M.), 2000, Collection « Collectivités locales », pp. 241-284.
- *Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques...*
 - “Propos introductifs. Transparence en droit et droit à la transparence”, in V. Barbé, O. Levannier-Gouël, S. Mauclair (dir.), *La transparence, un droit fondamental ?*, actes du colloque organisé à l’Université d’Orléans le 12 octobre 2018, éditions L’Epitoge, 2020, pp. 11-17.
 - “L’injonction avant l’injonction ? L’histoire des techniques juridictionnelles apparentées à l’injonction”, in *Le pouvoir d’injonction du juge administratif. La loi du 8 février 1995, vingt ans après*, actes du colloque organisé à l’Université d’Orléans le vendredi 6 février 2015 par le Centre de recherche juridique Pothier, *Revue Française de Droit Administratif (R.F.D.A.)*, mai-juin 2015, n°3, pp. 444-451.
 - “La puissance publique : un Lazare contentieux ?”, in *La Puissance Publique*, actes du colloque organisé par l’Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (A.F.D.A.) les 23 et 24 juin 2011 à la Faculté de Droit de Grenoble, LexisNexis, collection « colloques et débats », travaux de l’A.F.D.A. n°5, 2012, pp. 127-168.
 - “La Cité platonicienne, manifestation originelle de l’utopie politique ?”, in *Juristes en Utopie*, actes de la journée d’étude organisée par le Centre d’Etudes et de Recherche sur le Droit, l’Histoire et l’Administration Publique (C.E.R.D.H.A.P.) à l’Université Grenoble II le lundi 17 novembre 2008, L’Harmattan, collection « La librairie des humanités », 2009, pp. 31-72.
 - “Entre l’annulation et la conservation de l’acte”, intervention orale, journée d’étude organisée à la Faculté de Droit d’Aix-en-Provence le vendredi 15 juin 2007, in *Les états intermédiaires en droit administratif* (sous la direction de Jean-Marie Pontier), Collection du Centre de Recherches Administratives, P.U.A.M., 2008, pp. 119-147.
 - Intervention orale (observations sur l’application de la loi du 8 février 1995 dans le contentieux de pleine juridiction), in Centre de Recherches Administratives, *L’injonction et l’exécution des décisions de justice*,

journée d'étude C.R.A. – Cour administrative d'appel de Marseille, P.U.A.M., 2006, débats, pp. 122-124.

- *Autres*

Articles dans des revues sans comité de lecture

- “Indemnisation des infections nosocomiales : l'application dans le temps de la « loi About » et la rétroactivité de l'article L. 1142-1-1 du Code de la santé publique”, note sous T.G.I. de Paris, 27 juin 2005, *M^{me} Rouxel et a. c/ Fondation Hôpital Saint-Joseph et a., Les Petites Affiches (L.P.A.)*, 11 avril 2006, n°72, pp. 8-14.
- “L'apport de l'ordonnance du 24 avril 1996 à la planification hospitalière”, *Revue Fondamentale des Questions Hospitalières*, décembre 2000, n°2, pp. 113-154 (extrait de *La planification française dans le domaine hospitalier*, P.U.A.M., 2000).

Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

- “Le contrôle de l'administration”, *Louis-Antoine Macarel. Un juriste orléanais au service de la science et de l'Etat*, colloque organisé les jeudi 2 et vendredi 3 décembre 2021 par le Centre de recherche juridique Pothier, Université d'Orléans, Faculté de droit, d'économie et de gestion.
- “Quelle(s) finalité(s) ? ”, Table ronde n°3, *Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, colloque de restitution, Université de Tours, Faculté de droit, économie et sciences sociales, vendredi 19 novembre 2021.
- “L'effet utile et l'usage par le juge de son pouvoir d'injonction”, *L'effet utile*, Colloque organisé le vendredi 24 septembre 2021, CREDESPO, Université de Bourgogne, Faculté de droit et sciences économique et politique de Dijon.
- “La faculté de répliquer au rapporteur public et les garanties du procès”, *L'oralité dans le procès administratif*, colloque organisé les jeudi 24 et vendredi 25 juin 2021 par le Centre de recherche juridique Pothier, Université d'Orléans, Faculté de droit, d'économie et de gestion.
- “La renonciation à certaines conclusions”, *Les conclusions dans le contentieux administratif*, Journée d'études organisée par l'Institut de Recherches sur l'Evolution et de la Nation et de l'Etat (IRENEE) le mercredi 23 septembre 2020 (visioconférence via TEAMS).
- “Le droit de résistance à l'oppression dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789”, intervention orale, Journées internationales de la Société d'Histoire du Droit, *Droit naturel et droits de l'homme*, Grenoble, 27-30 mai 2009.

- “L’utopie platonicienne : à la recherche de la cité idéale”, intervention orale, journée d’étude organisée par le Centre d’Etudes et de Recherche sur le Droit, l’Histoire et l’Administration Publique (C.E.R.D.H.A.P.) à l’Université Grenoble II le lundi 17 novembre 2008.
- “La jurisprudence récente”, communication orale, “*C.R.C.I. et O.N.I.A.M. : institutions et relations*”, après-midi d’étude organisé par l’Association Française de Droit de la Santé (A.F.D.S.) le jeudi 1^{er} juin 2006 à l’Université Paris II (Panthéon-Assas).
- “Les Commissions régionales de Conciliation et d’Indemnisation (C.R.C.I.)”, communication orale prononcée lors d’une journée d’étude organisée le mercredi 12 mai 2004 par le Centre de Recherches Administratives et la Cour Administrative d’Appel de Marseille sur le thème « *La responsabilité hospitalière et la loi du 4 mars 2002* » (Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III, Faculté de Droit et de Science Politique).

Allocutions et conférences

- “Les pouvoirs du juge administratif”, Allocution prononcée à l’occasion de la rentrée solennelle du Tribunal administratif d’Orléans le vendredi 11 octobre 2019, sous la présidence de Cécile Mariller, Présidente du Tribunal administratif d’Orléans

Organisation de colloques

- *Louis-Antoine Macarel. Un juriste orléanais au service de la science et de l’Etat*, colloque organisé les jeudi 2 et vendredi 3 décembre 2021 par le Centre de recherche juridique Pothier, Université d’Orléans, Faculté de droit, d’économie et de gestion (en collaboration avec Pierre Allorant et Fouad Eddazi)
- *L’oralité dans le procès administratif*, colloque organisé les jeudi 24 et vendredi 25 juin 2021 par le Centre de recherche juridique Pothier, Université d’Orléans, Faculté de droit, d’économie et de gestion.
- *La maîtrise d’ouvrage publique*, journée d’étude de l’A.F.D.A. organisée à l’Université d’Orléans le mardi 3 décembre 2019 (en collaboration avec Benoît Plessix, Président de l’A.F.D.A.).
- *Le pouvoir d’injonction du juge administratif. La loi du 8 février 1995, vingt ans après*, colloque organisé à l’Université d’Orléans le vendredi 6 février 2015 par le Centre de recherche juridique Pothier, *Revue Française de Droit Administratif (R.F.D.A.)*, numéros 3 et 4 de l’année 2015.

Publications pédagogiques et de vulgarisation

- *Les annales du droit 2019. Droit administratif. Méthodologie et sujets corrigés* (sous la direction de Xavier Dupré de Boulois), Dalloz, 2018, pp. 102-119.
- *Les annales du droit 2018. Droit administratif. Méthodologie et sujets corrigés* (sous la direction de Xavier Dupré de Boulois), Dalloz, 2017, pp. 130-141.
- *Les annales du droit 2017. Droit administratif. Méthodologie et sujets corrigés* (sous la direction de Xavier Dupré de Boulois), Dalloz, 2016, pp. 87-107.
- *Les annales du droit 2016. Droit administratif. Méthodologie et sujets corrigés* (sous la direction de Xavier Dupré de Boulois), Dalloz, 2015, pp. 54-67.
- *Les annales du droit 2015. Droit administratif. Méthodologie et sujets corrigés* (sous la direction de Xavier Dupré de Boulois), Dalloz, 2014, pp. 78-89.

C. ACTIVITE D'ENCADREMENT

- *Thèses soutenues*
 - ♦ Hélène SAUGEZ, *L'affectation des biens à l'utilité publique. Contribution à la théorie générale du domaine public* (sous la direction de Sophie NICINSKI, Professeur à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne – co-encadrant de la thèse à partir d'octobre 2010), thèse soutenue à l'Université d'Orléans le 1^{er} juin 2012 (mention très honorable).
 - ♦ Maxime CHARITÉ, *Excès de pouvoir législatif et excès de pouvoir administratif. Etude comparée de l'office des juges constitutionnel et administratif français*, thèse soutenue à l'Université d'Orléans le septembre 2019 (mention très honorable avec les félicitations du jury ; qualification par le C.N.U. en 2021).
 - ♦ Fanchon ROLET, *Le renouveau des concessions hydroélectriques* (thèse débutée en janvier 2014, en codirection depuis janvier 2016 avec François Priet ; doctorante ayant bénéficié d'un financement CIFRE (partenariat Université d'Orléans / Compagnie Nationale du Rhône – 2014-2016), puis (depuis le 26 septembre 2016) salariée à temps plein de la Compagnie Nationale du Rhône), thèse soutenue à l'Université d'Orléans le 15 novembre 2019.

- ♦ Julien SORDET, *La carence de l'administration en droit administratif français*, thèse soutenue à l'Université d'Orléans le 13 décembre 2019.
 - ♦ Nolwenn DUCLOS, *L'excès de pouvoir négatif de l'administration*, thèse soutenue à l'Université d'Orléans le 12 janvier 2021 (qualification par le C.N.U. en 2021).
- *Thèses en cours (par ordre chronologique d'inscription en thèse)*
 - ♦ Emilie CHARPENTIER, *L'office du juge administratif dans le contentieux de l'urbanisme* (en codirection depuis l'origine avec François PRIET, Professeur de droit public à l'Université d'Orléans); début : septembre 2014; statut : Doctorante contractuelle à l'Université d'Orléans (2014-2017), puis (2017-2019) Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université d'Orléans, puis (2019-2021) chargée d'enseignement à l'Université d'Orléans, et (depuis septembre 2021) enseignante contractuelle à l'Université d'Orléans.
 - ♦ Yahya Abou GUIRO, *Le pouvoir normatif du juge de l'administration en France et au Sénégal*; début : janvier 2016; statut : doctorant/chargé d'enseignement vacataire à l'Université d'Orléans et à l'Université de Picardie-Jules-Verne; ATER à l'Université de Mulhouse; ATER à l'Université d'Orléans.
 - ♦ Caroline FEUGEREUX, *Le référé, mode de règlement des litiges au fond*; début : septembre 2018; statut : doctorante contractuelle (2018-2021), puis A.T.E.R. (à compter de septembre 2021).
 - ♦ Elvis ADOU, *Le Droit à l'accès aux soins pour les étrangers en séjour irrégulier*; début : septembre 2019.

D) RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES, PÉDAGOGIQUES ET INSTITUTIONNELLES

- En qualité de Maître de conférences (Grenoble) : Enseignant référent au Service Accueil Handicap (S.A.H.) – Université Grenoble II – Pierre Mendès France (2007-2009)

- En qualité de Professeur des Universités (Orléans) :

- Responsabilités actuelles :

- ♦ Directeur du Centre de Recherche Juridique Pothier (E.A. 1212) – depuis septembre 2018
- ♦ Membre élu de la Commission recherche et du Conseil académique de l'Université d'Orléans (depuis 2021)
- ♦ Responsable du Pôle thématique « Humanités, cultures, sociétés » de l'Université d'Orléans (depuis 2019)
- ♦ Membre invité du Conseil de gestion de la faculté de droit, d'économie et de gestion d'Orléans
- ♦ Depuis 2010 : Membre des comités d'experts locaux : C.E.D. (Comité d'Experts Disciplinaire), puis (depuis 2013) C.R.D. (Comité des Représentants des Disciplines), puis à nouveau C.E.D. (Université d'Orléans, Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion – organisation du recrutement des ATER, formulation d'avis sur les missions des enseignants-chercheurs à l'occasion de demandes de promotion, désignation et composition des comités de sélection)
- ♦ Membre du bureau de l'école de droit de la faculté de droit, d'économie et de gestion d'Orléans (depuis 2021)

- Responsabilités antérieures :

- ♦ 2011-2013 : Directeur des études de la licence en droit, parcours « droit européen »
- ♦ 2012-2018 : Directeur d'une spécialité de Master ; coresponsable de la spécialité Droit et Management Public Local (D.M.P.L.), parcours juriste territorial – Master 2^e année, Université d'Orléans (Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion)

- ♦ 2015-2018 : Membre du bureau du Centre de Recherche Juridique Pothier
- ♦ 2019-2020 : Membre élu du Conseil d'administration de l'Université d'Orléans